



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 3720

Texte de la question

SÉCURITÉ

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Roux, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Bruno Le Roux. Monsieur le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, je ne vous rappellerai pas, comme l'a fait M. Raffarin, à l'humanisme français, mais je veux vous interroger sur votre bilan comme ministre de l'intérieur.

Les événements violents - fusillades, braquages à l'arme de guerre - qui se sont déroulés ces derniers jours nous conduisent malheureusement à constater une nouvelle fois vos résultats catastrophiques en matière de sécurité. (*" C'est faux ! " sur les bancs du groupe UMP.*)

La recrudescence des violences, la gravité des délits et des crimes qui sont commis, l'explosion des trafics d'armes de guerre et de drogue inquiètent légitimement nos concitoyens.

Votre action se résume malheureusement depuis plusieurs années à une vaste opération de communication fondée sur une exploitation des chiffres et des statistiques mensongères très éloignées de la réalité.

Monsieur le ministre, vous avez beau multiplier les annonces et les propos nauséabonds, rien n'y fait. Tous les rapports, tous les indicateurs mettent en évidence l'échec flagrant de votre politique. Ce n'est pas simplement l'opposition qui le dit, mais des magistrats, des avocats, des syndicats de police. Ce sont aussi des femmes et des hommes victimes de la délinquance qui, de Saint-Ouen à Toulouse, s'organisent avec courage pour réclamer le simple respect de la loi que vous n'êtes pas capable de leur assurer aujourd'hui. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Cet échec, je le redis avec force après que Manuel Valls l'a dit hier, n'est pas celui des forces de l'ordre dont nous saluons ici l'engagement, mais bien le résultat de votre politique de réduction irresponsable des effectifs et du mauvais usage des moyens à laquelle nous opposerons demain une politique cohérente de zones prioritaires de sécurité. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Michel Herbillon. Où est la cohérence ?

M. Bruno Le Roux. Avec un tel bilan, les parlementaires de votre majorité, comme ils en avaient pris l'habitude en d'autres temps, seraient fondés à demander votre démission. Pour notre part, nous vous demandons simplement, parce que seule la sécurité des Français est importante, d'abandonner l'outrance et les mensonges et d'aller enfin vers l'efficacité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Claude Guéant, ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration.

M. Claude Guéant, *ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration.*

Monsieur le député, je voudrais, à la suite de ma réponse d'hier à M. Manuel Valls, confirmer que tout ce que j'ai dit, malgré les slogans qui ont fusé pendant mon intervention, était rigoureusement exact. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Tous les chiffres que j'ai cités sont aisément vérifiables.

Permettez-moi de dire qu'il est inquiétant d'entendre les représentants d'un grand parti politique se targuer d'exigences déontologiques rigoureuses et tenter de couvrir la voix de quelqu'un qui dit tout simplement la vérité parce que la vérité dérange ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Une fois de plus, vous faites aujourd'hui la même démonstration : vous êtes en train d'essayer de nous

persuader que ce qui est pourtant un succès est un échec. Oui, la politique de sécurité du Gouvernement qui, bien entendu, n'a pas tout résolu, a rencontré de grands succès, et vous ne pouvez pas faire mentir les chiffres. La dernière mode consiste à prétendre que nous instrumentalisons les victimes et que celles-ci sont virtuelles. C'est ce qu'écrit une personne pourtant éminemment respectable, M. Badinter, en prologue d'une étude présentée aujourd'hui par l'association Terra Nova.

Je crois vraiment que les 600 000 actes de délinquance et de criminalité supplémentaires qui ont été constatés en 2002 par rapport à 1997 correspondent pour l'essentiel à des victimes. Ces dernières apprécieront sans doute modérément d'apprendre, alors qu'elles ont été attaquées, volées, blessées dans leur chair, qu'elles sont considérées comme des victimes virtuelles.

M. Bruno Le Roux. Que faites-vous ?

M. Claude Guéant, *ministre*. Quant à vos propositions, elles ne font qu'organiser le désordre dans la police et la gendarmerie. C'est le retour de la police de proximité qui a correspondu à une explosion de la délinquance pour la simple raison que vous n'avez toujours pas entendu faire en sorte que les délinquants soient réprimés et déférés à la justice. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Bernard Roman. menteur !

Données clés

Auteur : [M. Bruno Le Roux](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3720

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Ministère attributaire : Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er décembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er décembre 2011